



A l'appel lancé par les partis et regroupements politiques de l'opposition dont le G-8 et Fanmi Lavalas, des milliers de gens ont manifesté dans les rues de Port-au-Prince, le vendredi 29 janvier 2016, pour exiger le départ du président Michel Martelly dont le mandat échoue le 7 février 2016, et la mise en place d'un gouvernement de transition qui devra organiser de bonnes élections dans le pays.

La première des deux journées de protestation lancées par les chefs de file de l'opposition politique a démarré pacifiquement au niveau de la zone du Bel' air avec déjà des centaines de partisans de l'opposition assistant aux rituels et dénonçant haut et fort les manœuvres du pouvoir en place pour rester au delà de la date butoire du 7 février 2016.

Armés de pancartes frappées de slogans acerbes contre le pouvoir, le CEP, le Core group et de cartons rouges qu'ils octroient particulièrement au chef de l'exécutif et son équipe, ils en profitaient pour dénoncer la misère atroce qui sévit dans le pays avec notamment l'augmentation du taux de chômage qui bat son plein dans les milieux populaires.

Encouragés par des coups de vaccines et de tambours de plusieurs bandes à pieds, les manifestants qui formaient plusieurs branches dans les différents points de ralliement dont le boulevard Jean Jacques Dessalines, le grand bel' air, carrefour Péan et Delmas 2, ont finalement longé la route de Delmas, en passant par Delmas 30 où ils ont essuyé des jets de pierre, Nazon et l'avenue John Brown pour atteindre leur destination finale, le parlement haïtien.

Crise électorale : l'opposition politique appelle au soulèvement général contre Martelly

Écrit par EPL/HPN

Vendredi, 29 Janvier 2016 15:47

A environ une semaine de fin de règne, plus de trois millions de gourdes seraient débloquées par le pouvoir en place pour faire sortir ses partisans dans les rues, selon les manifestants qui revendiquent leur volonté dans cette levée de boucliers contre l'administration Martelly.

«Aucune négociation n'est possible avec Martelly. Il ne pourra en aucun cas appliquer l'article 136 de la constitution haïtienne pour rester au-delà du 7 février 2016», souligne Rony Timothée de FOPARC tirant à boulets rouges sur certains parlementaires qui seraient très mal élus selon lui.

Se réjouissant de la démission du président du CEP Pierre Louis Opont, suivie de la conseillère Yolette Mengual, les organisateurs de la manif' disent encourager sans réserve le soulèvement populaire général contre Martelly qui n'a plus rien de sérieux à faire que de plier bagages et déménager du palais présidentiel.

«Michel Martelly n'étant plus acteur n'a qu'à bien se comporter pour éviter son départ avant le 7 février», a ajouté le militant politique Assad Volcy de la Plateforme Pitit Dessalines, minimisant et rejetant les récentes déclarations du président Martelly en rapport avec l'échéance du 7 février.

Invitant la population à souligner à l'encre forte les noms des conseillers électoraux et alliés ayant conduit le pays dans cette crise, gaspillant près de cent millions de dollars pour des élections qu'ils n'ont pas pu réaliser. Le militant estime que ces traitres vont devoir répondre aux questions de la justice prochainement.

Evens PIERRE-LOUIS

evensuperstar@gmail.com